

Les camps d'enfermement des îles grecques de Kos et Leros

Épisode 1/7. L'enfermement sur l'île de Kos

Podcast: <https://audioblog.arteradio.com/blog/197819/podcast/197820/episode-1-l-enfermement-sur-l-ile-de-kos#>

Reportage photo: <https://www.flickr.com/photos/legisti/albums/72177720305810297>

Présentation du reportage: <https://www.gisti.org/article6950>

Montage vidéo (audio, diaporama & ss-titres) : <https://indymotion.fr/w/6Y7YYQ5uCBjTTCUVvx9j3W?subtitle=fr>

- **Intervenant 1** : De tout ce système, je peux dire que toute la faute revient à l'Europe parce que tout ce qui se passe ici, tous les pays européens sont au courant parce que les financements des nouveaux camps viennent d'où ? C'est l'Union européenne qui finance les nouveaux camps.

- **Voix off 1** : « Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce », un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti, réalisé avec le studio radio de la Parole errante. Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org.

A partir du printemps 2015, des dizaines, puis des centaines de milliers de réfugié-es, notamment syrien-nes, sont arrivé-e-s aux frontières de l'Europe, principalement en Grèce et en Italie. La politique d'asile de l'Union européenne en a été bouleversée. L'idée de la création des hotspots sur les îles grecques est née dans ce contexte. Ce dispositif des hotspots a pour objectif de bloquer puis de trier toutes celles et ceux qui arrivent par la mer dans ces îles.

En attendant, les personnes exilées sont parquées dans différentes formes de camps, ouverts ou fermés, et soumises à des conditions de vie déplorables.

En mars 2016, un accord est signé entre les pays de l'Union européenne et la Turquie, qui est un des principaux points d'entrée en Europe et un important pays de transit. Cet accord a pour objectif de renvoyer en Turquie toutes les personnes qui débarquent dans les îles grecques de la mer Egée, y compris les demandeurs et demandeuses d'asile. En contrepartie, l'Union européenne verse à la Turquie des milliards d'euros. Conséquence de cet accord, de nombreux réfugié-es, comme les syrien-es, les afghan-es, les somalien-nes, les pakistanais-es et les bangladais-es, ne peuvent plus obtenir l'asile en Grèce, puisque la Turquie est désormais considérée comme un pays sûr pour ces nationalités.

Depuis 2020, la Turquie a suspendu ce deal, et plus personne n'y est renvoyé. Pourtant, les exilé-es sont aujourd'hui moins nombreux sur les îles de Kos et Leros. Cela est essentiellement dû aux durcissements des politiques migratoires, et à la pratique des pushbacks, qui consistent à refouler les personnes vers la Turquie, sans enregistrer leur demande d'asile, et en les entassant dans des embarcations de fortune.

Après deux missions dans les hotspots de Lesbos et Chios en 2016, puis, dans celui de Samos en 2019, le réseau Migreurop et le Gisti se sont rendus en 2021 sur les îles de Kos et Leros. Ce podcast donne la parole aux exilé-es bloqué-es dans ces îles, et aux personnes qui travaillent ou militent à leurs côtés, afin de mettre en lumière et de dénoncer le système des hotspots. Tous les entretiens ont été enregistrés en octobre 2021, pendant la période de Covid-19 qui rendait la circulation encore plus difficile.

- **Intervenant 2** : C'est vraiment dommage, c'est vraiment dommage mais c'est comme ça. Venir, entrer dans une condition que d'autres même ne supportent pas, parce que j'ai vu des fous, des gens qui sont devenus fous en prison et des enfants même. J'ai connu une famille syrienne, tous

les enfants marchaient dans les eaux sales, par terre dans les couloirs du container comme ça. Les tuyaux des toilettes étaient percés, toute l'eau mélangée et les enfants marchaient dedans. Il faut avoir la tête dure pour sortir dans la jungle. Il faut avoir la tête dure. Sinon c'est très dur ici à Kos.

- **Voix off 2** : A Kos, la plupart des personnes exilées qui arrivent par bateau sont placées dans un immense camp situé au centre de l'île. Lors de notre mission, lorsque nous arrivons en voiture, nous apercevons cette immense prison au milieu de nulle part. Entouré de barbelés, de murs et de caméras, le camp fait froid dans le dos. Il se divise en deux blocs composés d'algecos : le premier complètement fermé, fait office de centre de pré-expulsion. Le second, semi-ouvert, est dédié à l'identification des personnes avec un droit de sortie en journée. Même si la loi ne prévoit la détention que pour des raisons exceptionnelles, 90% des exilés qui arrivent au camp de Kos sont directement placés dans la partie fermée du camp pour « entrée illégale » sur le territoire grec.

En mars 2020, il y avait jusqu'à 2000 personnes dans le camp. En octobre 2021, au moment de notre présence, elles étaient moins de 250. Cette diminution est la conséquence directe des refoulements, appelés aussi « *pushbacks* », et dont nous parlerons dans l'épisode 5.

La majorité des exilé-es sont arabophones ; Ils viennent de Syrie, d'Irak, de Palestine, de Somalie. Les autres sont originaires des pays d'Afrique subsaharienne : le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire. Une partie d'entre eux sont mineurs.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Avez-vous vu des mineurs dans le camp d'enfermement ? Ou entendu qu'il y a avait des mineurs ?

- **Intervenant 3** (en anglais) / Oui j'ai un ami qui a moins de 18 ans ; il a 17 ans. Il y a des gens qui venaient de Turquie, ils allaient en Italie, le bateau a eu un problème en mer, beaucoup d'entre eux sont morts dans la mer, certains d'entre eux sont allés dans le camp fermé. Et comme vous parlez de cet âge, j'ai vu un tout petit bébé, de 3 ans peut-être, mais elle a été expulsée vers le Kurdistan, elle était avec sa mère. Le père de ce petit bébé est mort, mort en mer.

- **Voix off 2** : Lorsque nous arrivons dans la ville de Kos, quelque chose nous frappe tout de suite : nous ne voyons pas d'exilés dans les rues. Ils sont invisibles. En effet, le camp a été construit en plein milieu de l'île, à côté d'un village qui s'appelle Pili, à l'écart des lieux touristiques du bord de mer.

- **Intervenant 4** (en anglais) : Je crois aussi que le gouvernement dit que l'économie grecque va mieux. Ils vendent tout : l'énergie, l'eau, tout. Tout cela était public même l'aéroport, tout. Des personnes pensent comme le gouvernement que des jours meilleurs arrivent, après toutes ces années de crise. Il est temps selon eux, de travailler mieux pour gagner de l'argent. Donc c'est mieux que les réfugiés restent enfermés dans un camp car on risque de perdre les touristes et leur argent.

- **Voix off 2** : Nous rencontrons trois membres du collectif antiraciste Kos Solidarité. Des grecs qui militent auprès des exilés depuis des années. Nous nous installons pour l'entretien dans leur local, entre les nombreuses affiches et tracts.

- **Intervenant 5**, « Kos Solidarité » (en anglais) : Ils achètent tout, de nouveaux hôtels... je ne sais pas si l'île peut accueillir plus de touristes...

- **Intervenante 6** : « Kos Solidarité » (en anglais) : Non, ils ne peuvent pas, l'île ne peut pas.

- **Intervenant 5** (en anglais) : C'est une raison supplémentaire pour laquelle ils ne veulent pas qu'il y ait de réfugiés la plupart des personnes sont d'accord avec le gouvernement et pensent qu'il vaut mieux enfermer les réfugiés, peut être nous pourrions mieux travailler avec le tourisme.

- **Intervenante 6**, : « Kos solidarité » (en anglais) : Ils veulent envoyer un message aux personnes en Turquie par les personnes à Kos qui ont toutes des connexions : « ne venez pas car ici seulement la prison ; c'est votre futur ; prison ou la mer ; prison ou la Turquie ».

- **Voix off 2** : Dans un café de la marina où sont amarrées les vedettes de la police grecque. Nous rencontrons Laura. Elle vit à KOS. Elle connaît bien la situation des exilé-es qui sont enfermés-es dans les centres de détention. Elle nous explique que certaines nationalités, comme les palestiniens ou certains somaliens, obtiennent facilement l'asile. Mais ce n'est pas le cas des autres, qui sont maintenus en détention.

Elle nous raconte l'histoire d'une femme camerounaise. Victime de traite des êtres humains, arrivée avec son bébé, Amina a vu sa demande d'asile rejetée uniquement parce qu'elle était camerounaise. Elle est cependant restée enfermée, car même si la procédure d'asile est expéditive, la loi grecque prévoit que les personnes peuvent rester en détention jusqu'à 18 mois. Amina a finalement été relâchée avec un document, qui précise qu'elle doit quitter l'île. Le délai peut varier (15 à 20 jours). Mais lorsqu'on n'a ni argent, ni en période de Covid de possibilité d'être vacciné, on ne peut pas quitter cette île. Après un contrôle de police, Amina a de nouveau été détenue pour une nouvelle période de 18 mois.

Pour les gens, cette détention est vécue comme une mesure punitive ; ils ne comprennent pas ce qu'on leur reproche.

- **Laura** (en anglais) : Exactement. C'est ce qu'ils demandent : « Pourquoi suis-je en prison ? Pourquoi suis je ici ? » Je n'ai pas de réponse, en particulier pour les Syriens, à leur donner. Aucune. Je crois que sous la table, le gouvernement Grec a peut être passé un accord pour maintenir les gens en détention et en échange il y a peut être une réduction de la dette grecque. Il y a peut être un accord de ce type là, peut être.

- **Voix off 2** : Même les personnes qui ne sont pas dans la partie détention du camp ne sont pas libres d'aller et venir. Une partie du camp est semi-ouverte. Il y a un système de ticket qui permet de sortir quelques heures.

Ali, un jeune réfugié togolais, que nous rencontrons dans un café du centre-ville de Kos, nous raconte.

- **Enquêtrice** (voix-off 1) : Pendant ce temps-là, tu vivais en dehors du camp, sous une tente ?

- **Ali** : A cette époque, en mars, à cause du Covid, on nous a tous enfermés dans le camp. Parce que dans le camp, il y avait des tentes et on dormait encore dedans. A ce moment là, pour sortir, c'est par tranche de deux heures par semaine. Tu dois te réveiller tôt, parce qu'il n'y a que 100 tickets par jour. 100 personnes par jour. On se réveille à 3h du matin pour prendre le ticket, on va faire la queue dès 6h du matin, mais il faut se réveiller à 3h du matin pour être dans les trente ou quarante premières personnes. Puis il faut attendre 6h du matin, les policiers partagent les tickets. Celui qui vient donner la permission de sortir vient vers 10h, parfois même à 9h, s'il arrive vite. Tu peux sortir pendant deux heures. Mais parfois dans la semaine, tu ne sors pas.

- **enquêtrice**: Et avec ce ticket, tu avais juste le droit de sortir du camp ?

- **Ali** : Oui, le ticket donnait le droit de sortir et revenir pendant 2 heures.

- **enquêtrice**: C'était comme une permission de sortie. Si tu n'arrives pas à avoir le ticket tu restes enfermés ?

- **Ali** : Oui, et aujourd'hui c'est encore comme ça jusqu'à présent... Bien qu'il n'y ait plus beaucoup de gens dans le camp, c'est toujours comme ça...

- **enquêtrice** : Et quand tu étais là bas, il donnait combien de tickets dans la journée ?

- **Ali** : En mars, c'était 100 tickets. Avec le temps, le nombre de tickets donnés a été réduit, de 100 à 40 ou 50. Ca dépend des policiers.

Voix-off 2 : Ali, est arrivé en 2019, à l'époque où de nombreux exilés étaient présents à Kos. A cette période le camp était saturé et tous les exilés ne pouvaient pas y rester. Ils étaient obligés de camper : d'abord dans un bidonville à côté du camp, puis, quand de la place se libérait, sous des tentes à l'intérieur du camp.

- **Ali** : Je suis venu en Grèce le 24 septembre 2019, je suis passé par la mer. Nous étions 10 dans un canot d'embarcation. Nous sommes arrivés en Grèce vers 1h du matin. Les policiers nous ont emmenés au camp. Les policiers nous ont emmenés au camp. On nous a enfermés dans un container. Le lendemain on a commencé la procédure d'enregistrement, on nous a enregistré. Une fois cela terminé, on nous a dit de nous débrouiller car il n'y avait pas de place dans les containers. Nous avons dû construire dehors, nous avons dormi une semaine à l'air libre. Puis nous avons eu l'idée de construire avec les cartons. Nous étions au mois de décembre, la pluie nous a délogés. On nous a partagé les bâches du HCR, on a reconstruit, mais c'était la même chose.

- **Enquêtrice** : Et à ce moment là c'était quoi pour toi le plus difficile ? C'était d'être enfermé ?

- **Ali** : Oui c'est d'être enfermé. Les conditions ne sont pas bonnes. C'est un moment que j'ai jamais vécu dans ma vie. C'est un moment de stress. Il faut être dur avant de sortir. C'est comme la jungle.

Voix-off 2 : La plupart des personnes que nous avons interviewées nous parlent des problèmes médicaux et des très grandes difficultés pour avoir accès aux soins, surtout dans la partie fermée du camp. Dans le centre de détention, il n'y avait qu'une infirmière, puis après la visite de la Commission européenne, ils ont fait intervenir une autre infirmière, un médecin et un psychologue, ce qui reste très peu, pour autant de monde. De plus, pour accéder au local médical, il faut être accompagné par la police. Une fois qu'on y est arrivé, l'accueil par le personnel soignant laisse parfois à désirer, tout comme les réponses apportées aux problématiques sanitaires des exilés.

Wayne, un réfugié qui travaille à Kos, est en contact avec les personnes enfermées.

- **Wayne** : Par exemple, une personne qui vient au niveau du service clinique. La personne est malade, avec la douleur. Toi tu sais que la personne est réellement malade, et que l'infirmier ou l'infirmière essaie d'embêter la personne en lui disant de prendre un anti-douleur et de se reposer. Tu sais que la personne n'a pas uniquement besoin d'un anti-douleur, mais qu'elle doit aller à l'hôpital. Donc il y a des moments, tu dois redevenir un humain, et essayer d'imposer à l'infirmier ou infirmière ou d'aller au niveau supérieur. Et de dire au directeur que la personne n'a pas simplement besoin d'un anti-douleur, mais qu'elle a besoin d'être consultée par un spécialiste. Ceci est arrivé très souvent. De même, une femme qui a ses règles, elle fait l'écoulement du sang, elle a besoin de protections hygiéniques, tu lui donnes 2 ou 3 cotons, alors qu'une femme a besoin de plus. Tout le monde le sait. Alors qu'ils en ont en stock, tu n'achètes pas, ça ne se mange pas, mais il faut les donner. Parfois ils essaient de les embêter. Tu attends 2 ou 3 heures pour ces petits trucs alors c'est stocké là-bas. Il y a du stock. Côté santé, c'est la chose dont les gens ont vraiment besoin. Parce qu'il n'y a pas d'hygiène.

Voix off 2 : Comme d'autres, il nous parle d'une personne qui est décédée faute de soins dans le centre d'enfermement. Il nous dit que les policiers voient ce qui se passe mais qu'ils ne prennent pas en compte la détresse des personnes.

- **Wayne** : La personne a eu l'appendicite, elle avait ça depuis la Turquie et avait été opérée vers la Turquie. Quand il est arrivé ici, il commençait à avoir des crises, pendant 1 semaine, chaque jour, les policiers le voyaient, il s'affaiblissait chaque jour. Ses camarades de chambre ont

interpellé chaque fois la police pour l'amener (voir le médecin) mais ils ne l'ont jamais amené et il est décédé de sa maladie.

Voix off 2 : De nombreuses personnes souffrent de l'enfermement. Elles sont très isolées et ne savent pas pourquoi elles sont détenues. Beaucoup souffrent de problèmes psychologiques ou psychiatriques qui ne sont pas pris en charge.

- **Intervenante 7** (en anglais) : la période actuelle est la pire. En 2015, 2016, même en 2017, les hotspots étaient ouverts. Vous pouviez aider les personnes et voir leur sourire parce qu'il y avait toujours quelque chose à faire, à espérer : pour le passeport par exemple. Ils se sentaient bien et nous avions de bonnes conversations. Aujourd'hui, ils sont tous déprimés et ont des problèmes psychologiques. Vous pouvez voir dans les yeux combien ils sont fatigués. Ils ne vont pas à l'école, ils restent à l'intérieur, il n'y a rien à faire, il n'y a que du ciment et des containers. Ciment, containers. C'est fou.

- **Intervenante 2** : Il n'y a pas de docteurs dedans ?

- **Intervenante 7** : Il y a des docteurs, une infirmière mais pas de psychologues ou psychiatres sur place, ils ne peuvent pas donner de médicaments un qui vient de Rhodes une fois par mois, et maintenant à cause du Covid-19 il vient une fois tous les deux mois. Pour moi, beaucoup de choses sont illégales. Parce que les personnes qui arrivent, personne ne les voit. Le psychologue ne les voit pas, ils ne voient pas d'avocat. Ils n'étudient même pas leur situation. C'est très rapide. Ils les mettent directement en centre de pré-expulsion.

- **Voix-off 1** : Ahmed un demandeur d'asile syrien, en détention au moment de notre mission, a accepté de témoigner par téléphone. Enfermé 18 mois à son arrivée, puis sans papiers, il a de nouveau été arrêté pour une nouvelle période de 18 mois. Nous lisons son témoignage.

- **Intervenant 8** : Personne ne nous respecte ici. Nous sommes traités comme des criminels. Nous sommes enfermés dans une vraie prison. Nous ne pouvons pas voir un docteur. On ne nous donne pas suffisamment de nourriture. Et ce n'est vraiment pas bon et périmé. Je suis malade à cause de cela, d'autres personnes également le sont. J'ai perdu toute ma famille en Turquie et pourtant, la Grèce dit que la Turquie est un pays sûr pour moi. C'est pour ça que je suis enfermé, en attendant mon expulsion. Je suis ici depuis 1 an et 8 mois. Ils veulent que je quitte la Grèce : qu'ils me donnent des papiers pour quitter la Grèce et je pars avec. Nous voulons la liberté. On n'est pas venus en Europe pour faire de la prison. Même des animaux ne peuvent pas vivre ici. Personne ne nous aide. Si nous retournons dans notre pays nous allons mourir. Nous ne venons pas pour autre chose. Dans le camps à Kos, ils cassent les appareils photos des téléphones car ils ne veulent pas qu'on témoigne des conditions car personne ne peut vivre ici.

- **Voix-off 1** : Les exilés qui arrivent en Grèce par la mer Egée ne choisissent pas précisément leur destination. Nous venons d'entendre les témoignages de ceux et celles arrivés sur l'île de Kos. Dans l'épisode n°2, il sera question des conditions de vie et d'enfermement sur l'île voisine de Leros.

« Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce », un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti, réalisé avec le studio radio de la Parole errante.

Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org